



Commission
européenne

Tenir notre promesse envers l'Europe:

*L'histoire de la Commission
von der Leyen*

Tenir notre promesse envers l'Europe: L'histoire de la Commission von der Leyen

Commission européenne
Direction générale de la communication
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Print ISBN 978-92-68-12916-6 doi:10.2775/445091 NA-05-24-113-FR-C
PDF ISBN 978-92-68-12899-2 doi:10.2775/21764 NA-05-24-113-FR-N

La Commission ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2024



© Union européenne, 2024

La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>). Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

CRÉDITS

Toutes les photos © Union européenne, sauf mention contraire.

Table des matières

Gérer les crises de front 3

Vaincre la pandémie.....	3
Alimenter la relance de l'Europe.....	6
Une réaction ferme à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.....	9
Renforcer les capacités de résilience, de sécurité et de défense de l'Europe.....	14
Solutions communes à la pire crise énergétique depuis des décennies.....	16
Fournir une assistance en cas de catastrophe.....	18

Garder le cap sur nos priorités 22

Le pacte vert pour l'Europe: une stratégie de croissance qui protège le climat.....	22
Bâtir le leadership numérique de l'Europe.....	26
Une approche pratique pour favoriser la compétitivité de l'industrie européenne.....	30
Notre économie sociale de marché.....	34
Lutter contre la migration irrégulière.....	41
Renforcement de la démocratie et de l'état de droit.....	45
Une Europe plus forte et plus audacieuse sur la scène internationale.....	48
Travailler ensemble en tant qu'Union.....	52

Lorsque la Commission von der Leyen est entrée en fonction en décembre 2019, nous avons fait une promesse à l'Europe: celle d'être audacieux et ambitieux. Nous nous sommes engagés à répondre aux aspirations des citoyens de l'Union et à relever les défis à mesure qu'ils se faisaient jour. Depuis lors, cette Commission œuvre sans relâche à l'accomplissement des missions que les Européens lui ont confiées.

Et nous avons tenu notre promesse. Nous avons maintenu le cap sur les six priorités que nous avons définies au début du mandat, tout en remédiant à certaines des plus grandes épreuves que l'Europe ait jamais affrontées.

Qu'il s'agisse de lutter contre une pandémie mondiale, de prendre des mesures à l'égard d'événements météorologiques extrêmes dus au changement climatique, de réagir à la guerre d'agression brutale menée par la Russie contre l'Ukraine ou de gérer la pire crise énergétique depuis des décennies, nous avons retroussé nos manches et nous nous sommes attaqués de front à des défis exceptionnels. Malgré les pressions exercées par les nombreuses crises, cette Commission est parvenue à se tourner vers l'avenir et à relever les défis majeurs qui se posent aux futures générations d'Européens. Nous avons montré que notre Union donne toute sa mesure lorsque nous sommes audacieux.

Telle est l'histoire de la Commission von der Leyen.



Gérer les crises de front

Vaincre la pandémie

Lorsque le monde a été frappé par la pire pandémie de notre génération, **la Commission a assumé la mission de protéger les vies, les moyens de subsistance et notre économie.**

En un temps record, nous avons aidé à trouver et à déployer des vaccins qui ont pu sauver des vies. Nous avons fait en sorte que tous les Européens aient simultanément accès aux vaccins, quel que soit leur État membre de résidence. Nous avons obtenu jusqu'à **4,6 milliards de doses de vaccin**, au nom des États membres, afin de protéger les Européens et d'en faire bénéficier les pays partenaires. **Plus de 80 % de la population adulte de l'UE a au moins reçu le premier schéma de vaccination.**

La vaccination ayant permis aux pays d'ouvrir leurs frontières avec prudence, nous avons mis au point des outils pratiques afin que les Européens puissent se déplacer en toute sécurité. **Nous avons créé le certificat COVID numérique de l'UE**, qui relie 78 pays et territoires. Cela sert désormais de modèle à un système mondial visant à faciliter la mobilité et à protéger les citoyens du monde entier contre les pandémies.

Alors que les confinements menaçaient d'entraîner la fermeture d'entreprises et la suppression d'emplois, nous avons conçu un instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE). En 2020, celui-ci a permis de **maintenir 2,5 millions d'entreprises à flot et 31,5 millions d'Européens dans l'emploi**, évitant ainsi une profonde crise économique et sociale. Pendant que les frontières étaient fermées et que les marchandises se retrouvaient bloquées sur les routes, nous avons créé des **voies réservées afin de faciliter la circulation et de prévenir les pénuries de biens de base.**



PRINCIPALES RÉALISATIONS



La Commission a contribué à **financer la mise au point de vaccins efficaces** par les entreprises pharmaceutiques, tout en **s'engageant à en acquérir ultérieurement auprès de celles dont les travaux de recherche seraient couronnés de succès.**

Six mois seulement se sont écoulés entre l'adoption de la stratégie de l'UE en matière de vaccins et la livraison des premiers lots de vaccins contre la COVID-19 aux États membres.





Quinze semaines seulement après la proposition de la Commission, le **certificat COVID numérique de l'UE** était mis à la disposition des citoyens dans chaque État membre **afin de faciliter des déplacements plus sûrs pour tous.**

À l'été 2023, **2,2 milliards de certificats COVID numériques de l'UE** avaient été délivrés, ce qui a permis aux Européens de se déplacer en toute sécurité. 78 pays et territoires ont été raccordés au **portail de l'UE**; celui-ci permet aux autorités de vérifier les certificats numériques d'une manière sécurisée qui garantit la protection de la vie privée des personnes.



Boyana, ressortissante bulgare diplômée de médecine et reconvertie dans le journalisme, a repris du service comme infirmière en première ligne pendant la pandémie de COVID-19. En 2023, elle a suivi une formation de secouriste pour être affectée aux **nouveaux hélicoptères médicaux d'urgence de la Bulgarie, acquis avec des fonds de l'Union et avec l'aide de NextGenerationEU**. Enceinte de son premier enfant, elle a hâte de rejoindre la flotte d'hélicoptères.



L'**Équipe Europe** (les institutions et États membres de l'UE) a **mobilisé 53,7 milliards d'euros** afin d'aider les **pays partenaires** à parer à l'urgence sanitaire immédiate, à renforcer leurs systèmes de santé respectifs et à atténuer les conséquences socio-économiques de la pandémie.





Nous avons lancé conjointement **l'initiative qui vise à accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19** (accélérateur ACT) afin de promouvoir le développement de vaccins et de traitements contre la COVID-19 ainsi qu'un accès équitable aux uns et aux autres partout dans le monde.



Le **dispositif COVAX, qui matérialise un effort multilatéral visant à fournir des vaccins aux pays en développement**, était au cœur de l'accélérateur ACT. En tant qu'Équipe Europe, nous demeurons le principal donateur de vaccins contre la COVID-19 par l'intermédiaire du dispositif COVAX.



Nous avons pris **des mesures d'assistance sans précédent** pour aider les Européens à surmonter les **difficultés sociales et économiques** occasionnées par la pandémie.

SURE, notre instrument destiné à financer les dispositifs de chômage partiel dans l'ensemble de l'UE, a contribué à **soutenir en 2020 quelque 31,5 millions de salariés et de travailleurs indépendants et plus de 2,5 millions d'entreprises**. Ces chiffres ont représenté, dans les États membres bénéficiaires, **près d'un tiers de l'emploi total et plus d'un quart des entreprises**. En 2021, **9 millions de personnes** supplémentaires et plus de **900 000 entreprises** ont bénéficié d'un soutien. Au total, **98,4 milliards d'euros d'assistance financière au titre de SURE ont été versés à 19 États membres**.

SURE

- **98,4 milliards d'euros** d'assistance financière versés à **19 États membres**.
- A soutenu quelque **31,5 millions de salariés et de travailleurs indépendants** et plus de **2,5 millions d'entreprises** en 2020.



Grâce à la notation de crédit élevée dont jouit l'UE, **l'instrument SURE** a également permis aux États membres d'économiser, selon les estimations, **9 milliards d'euros** de paiements d'intérêts.



La **protection de l'emploi** a facilité le **rebond économique rapide de l'Europe en 2021**.



La Commission a présenté **l'initiative d'investissement en réaction au coronavirus** et **l'initiative d'investissement+ en réaction au coronavirus (CRII et CRII+)**. Ces instruments ont **aidé les États membres à acheter du matériel médical, à payer le personnel de santé et à soutenir les travailleurs et les PME** en rendant éligibles, au titre de la politique de cohésion, les dépenses liées à la COVID-19 et en rendant cette éligibilité rétroactive.



Nous tournant vers l'avenir, nous avons commencé à construire une **union européenne de la santé afin de nous préparer et de riposter ensemble aux crises sanitaires**. Nous veillons à ce que des fournitures médicales soient disponibles et financièrement abordables, et à ce que les États membres collaborent afin d'améliorer la prévention, le traitement et le suivi de toutes sortes de pathologies, dont le **cancer** grâce au **plan européen pour vaincre le cancer**.

Alimenter la relance de l'Europe

Tout comme les vaccins avaient été proposés simultanément à l'ensemble des Européens, **nous nous sommes employés à faire en sorte que les économies de tous les États membres, en particulier de ceux les plus durement touchés par la pandémie, puissent se redresser rapidement.** Alors que nous **étions aux prises avec la récession la plus profonde** depuis la Seconde Guerre mondiale, **nous avons effectué la reprise la plus rapide** depuis l'essor de l'après-guerre. Cette reprise a été possible parce que nous avons élaboré un nouveau plan audacieux, afin de lever des fonds sur les marchés financiers et d'investir ensemble dans la reprise et la résilience de l'Europe.



NextGenerationEU a suscité un regain de confiance dans notre économie. D'une valeur de plus de **800 milliards d'euros**, cet instrument stimule nos économies grâce à une combinaison d'investissements et de réformes. Des centaines de projets financés par NextGenerationEU **produisent déjà des résultats tangibles pour les Européens**, qu'il s'agisse de parcs éoliens en mer, de trains électriques, de services publics numériques de premier ordre ou d'hôpitaux de renommée mondiale. Parallèlement, les États membres de l'UE utilisent NextGenerationEU de manière stratégique pour réformer en profondeur, par exemple leur marché du travail ou leur système des retraites, et pour accélérer les procédures d'octroi de permis dans le domaine des énergies renouvelables. Notre Union est le moteur de la prospérité européenne.



La **Koralmbahn**, nouvelle ligne de chemin de fer de 130 km reliant les **villes autrichiennes** de Graz et Klagenfurt, **réduit le temps de trajet de 3 heures à 45 minutes**. Bénéficiant de **543 millions d'euros d'investissements mis à disposition par NextGenerationEU**, ce projet procure des avantages concrets au 1,1 million d'habitants de la région.

PRINCIPALES RÉALISATIONS



NextGenerationEU met l'accent sur **la transition vers une énergie propre et la transition numérique**. Les paiements aux États membres sont subordonnés à l'obtention de résultats mesurables et progressifs, ce qui incite les autorités à réaliser les réformes et les investissements auxquels elles se sont engagées.



En février 2024, **nous avons déboursé près de 225 milliards d'euros** au titre de NextGenerationEU, ce qui a permis de relancer l'économie européenne après la pandémie et d'accroître la résilience sociale et économique de notre Union.



Ses objectifs ambitieux de financement en faveur de l'action pour le climat (37 %) et de la transition numérique (20 %) ont été largement dépassés, **40 % des fonds ayant été consacrés à la première et 26 % à la seconde**. Les actions sociales et de cohésion bénéficient aussi d'un soutien financier important.

5,8 millions de personnes

dans l'UE ont bénéficié de mesures de protection contre les catastrophes liées au climat

Grâce aux investissements effectués dans le domaine de l'action climatique au titre de NextGenerationEU, **5,8 millions de personnes dans l'UE ont bénéficié de mesures de protection contre des catastrophes liées au climat**, et il a été possible d'économiser 22 millions de mégawatts/heures de consommation d'énergie.

**NEXT
GEN
EU**

plus de **800 milliards d'euros**
dans le cadre de NextGenerationEU



En France, NextGenerationEU a permis de financer la rénovation énergétique de 20 000 logements sociaux. **En Espagne**, il a permis de soutenir plus de 60 entreprises dans la recherche et l'innovation en matière de mobilité durable.



Facilité pour la reprise et la résilience: contribuer à la réalisation de nos objectifs climatiques et numériques

40 % des dépenses consacrées à des investissements et des réformes en faveur du **CLIMAT**

26 % de dépenses destinées à favoriser la transition **NUMÉRIQUE**



Nous **finançons** également **des projets nationaux qui s'intéressent à l'atténuation du changement climatique**. Ainsi, **le plan de relance de la Grèce** prévoit notamment des mesures visant à renforcer la protection civile et les efforts en matière de réaction face aux incendies de forêt et aux inondations, ainsi que la résistance des infrastructures de transport au changement climatique.



Le **plan de relance de la Slovénie** comprend **des mesures de lutte contre les inondations**. À la suite des crues soudaines survenues en août 2023, nous avons institué une task force à laquelle participent des représentants de la Commission et de la Slovénie et qui est chargée d'étudier les moyens d'apporter un meilleur soutien aux zones touchées en recourant aux fonds disponibles de l'UE.



Dans le cadre de NextGenerationEU, **près de 18 millions de ménages dans l'UE ont à présent accès à l'internet à haut débit, tandis que 247 millions d'utilisateurs bénéficient désormais de services numériques publics nouveaux ou améliorés**.



Dans le cadre des réformes menées au titre de NextGenerationEU, **chaque État membre a également réduit les charges administratives inutiles et amélioré l'environnement des entreprises sur son territoire**. L'Italie, par exemple, a introduit plusieurs réformes visant à améliorer l'environnement des entreprises sur son sol, notamment en ramenant le délai de création d'une entreprise à 4 jours.

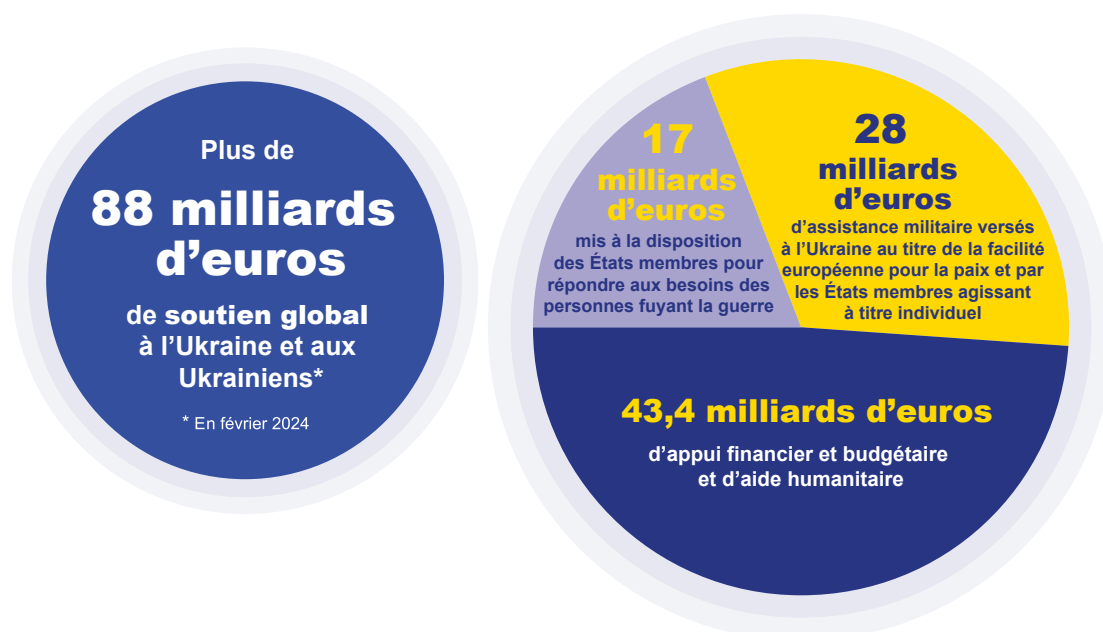


Les sociétés européennes saisissent les possibilités offertes par NextGenerationEU. Au sein d'un partenariat véritablement européen, la firme suédoise Elekta et l'entreprise néerlandaise Philips fournissent des composants essentiels pour l'installation, à Malte, d'un **accélérateur linéaire couplé à une imagerie par résonance magnétique destiné au traitement du cancer, qui est l'un des quelque 100 exemplaires de cette machine dans le monde**.

Une réaction ferme à l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Alors que les chars russes franchissaient la frontière, **notre Union a défendu l'Ukraine en faisant preuve d'unité, de force et de détermination**. La Commission, une fois encore, s'est montrée à la hauteur de la situation. Nous avons ouvert la voie à **l'accueil de plus de quatre millions de réfugiés ukrainiens dans l'UE**. Nous avons organisé la fourniture d'une aide humanitaire, financière et militaire sans précédent de la part de l'UE et des États membres, qui **dépasse, à ce jour, les 88 milliards d'euros, dont 28 milliards d'euros de soutien militaire**. Nous collaborons étroitement avec nos partenaires du G7 afin que chaque euro aille là où les besoins en Ukraine sont les plus pressants.

Le dictateur du Kremlin a parié sur la désunion des Européens. Ensemble, nous l'avons détrompé. Nous nous tiendrons aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Grâce à la nouvelle **facilité pour l'Ukraine**, nous allouons une enveloppe supplémentaire de **50 milliards d'euros sur les 4 prochaines années**, afin de contribuer à la fourniture de services de base, tels que maintenir les écoles ouvertes, verser les salaires et les pensions, pendant que le peuple ukrainien continue de résister à l'envahisseur. Chaque victoire de l'Ukraine sur son agresseur est également une victoire pour notre sécurité commune en Europe.



Dans le même temps, nous épaulons l'Ukraine à chaque étape de son cheminement, alors qu'elle ne ménage pas ses efforts pour mener à bien des réformes **et se rapprocher de l'UE**. Reconnaisant les immenses progrès accomplis par le pays et répondant aux aspirations du peuple ukrainien, notre Union a pris la décision historique d'**ouvrir des négociations d'adhésion avec ce pays**, en s'appuyant sur la recommandation de la Commission.

Nous avons également concouru à lutter contre les conséquences de l'agression russe à l'échelle mondiale. Alors que la guerre menée par la Russie menaçait de provoquer une crise alimentaire mondiale, nous avons proposé des solutions spécifiques pour faire acheminer les récoltes de l'Ukraine aux pays qui en avaient le plus besoin.

Environ **122 millions de tonnes** de marchandises ukrainiennes exportées



Nous avons ouvert des **corridors de solidarité** qui ont contribué à l'exportation de **122 millions de tonnes de marchandises ukrainiennes**, dont près de **64 millions de tonnes de produits agricoles principalement destinés à l'exportation**.

Dans le même temps, nous sommes en première ligne des efforts qui sont déployés pour que la Russie réponde de ses actes et paie pour les destructions qu'elle a causées. Nous avons adopté **13 trains de mesures de sanctions** pour paralyser la machine de guerre de Moscou. Nous avons immobilisé **plus de 200 milliards d'euros d'actifs de la banque centrale de Russie dans l'UE**. Nous aidons à la collecte de preuves sur les crimes de guerre commis par la Russie et sur son crime d'agression. Parce que l'Europe défend le droit international.



PRINCIPALES RÉALISATIONS



La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine n'a fait que rapprocher l'UE et l'Ukraine: l'Ukraine est désormais **officiellement candidate à l'adhésion à l'UE, et le feu vert a été donné à l'ouverture des négociations d'adhésion** sur recommandation de la Commission.



Depuis le début de la guerre, nous avons élaboré et mobilisé des moyens uniques d'assistance économique, humanitaire et militaire, portant le montant total de l'aide apportée par l'UE et ses États membres à **plus de 88 milliards d'euros**.

Pour que l'Ukraine puisse continuer à compter sur le financement dont elle a besoin, nous avons proposé la **facilité pour l'Ukraine**, qui fournira à ce pays jusqu'à **50 milliards d'euros sous la forme de subventions et de prêts assortis de conditions préférentielles** entre 2024 et 2027.

Facilité pour l'Ukraine



La Commission a endossé un rôle de premier plan dans la coordination du soutien économique international à l'Ukraine, puisqu'elle accueille le secrétariat de la **plateforme de coordination des donateurs d'organisations multiples** établie à l'initiative du G7.



Lorsque la Russie a bloqué tout transit via la mer Noire, nous avons créé **d'autres routes pour le commerce ukrainien** grâce à nos corridors de solidarité. Entre mai 2022 et janvier 2024, les corridors de solidarité ont permis l'**exportation de 122 millions de tonnes de marchandises** et l'**importation de 45 millions de tonnes**, pour une valeur totale estimée à environ **139 milliards d'euros**.



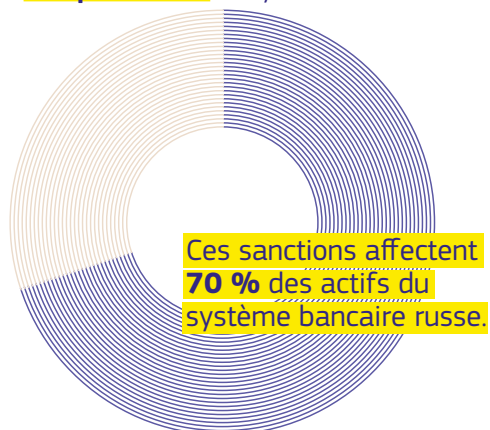
L'UE et ses États membres ont également mobilisé **plus de 28 milliards d'euros de soutien militaire** pour aider l'Ukraine à se défendre, dont plus de **6 milliards d'euros au titre de la facilité européenne pour la paix**. En outre, la mission d'assistance militaire de l'UE en soutien à l'Ukraine a permis, à ce jour, de **former plus de 40 000 soldats ukrainiens**.

En un temps record et dans une mesure sans précédent, la Commission a préparé et mis en œuvre **13 trains de sanctions de grande ampleur** à l'encontre du Kremlin et de ses alliés, afin de restreindre leur capacité à financer et à mener la guerre.



L'UE a décidé d'**exclure les principales banques russes** du système SWIFT

Les sanctions prises par l'UE s'appliquent actuellement à plus de **2 000 particuliers et entités**. Plus de **28 milliards d'euros de leurs actifs privés sont gelés** dans l'UE.



Nos sanctions touchent **les exportations de l'UE vers la Russie à 58 % de leur niveau d'avant l'invasion, et les importations à 61 % de leur niveau pré-guerre**. Nous avons **interdit les importations de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés transportés par voie maritime en provenance de Russie**. Étant donné que près de la moitié des exportations totales de pétrole de la Russie étaient auparavant destinées à l'UE (71 milliards d'euros en 2021), cette interdiction a eu un impact considérable.

La Commission et le haut représentant ont présenté une proposition, désormais adoptée par les États membres, d'**utiliser les recettes extraordinaires** provenant de la gestion dans l'UE des avoirs immobilisés de la banque centrale russe pour **soutenir le redressement et la reconstruction de l'Ukraine**.

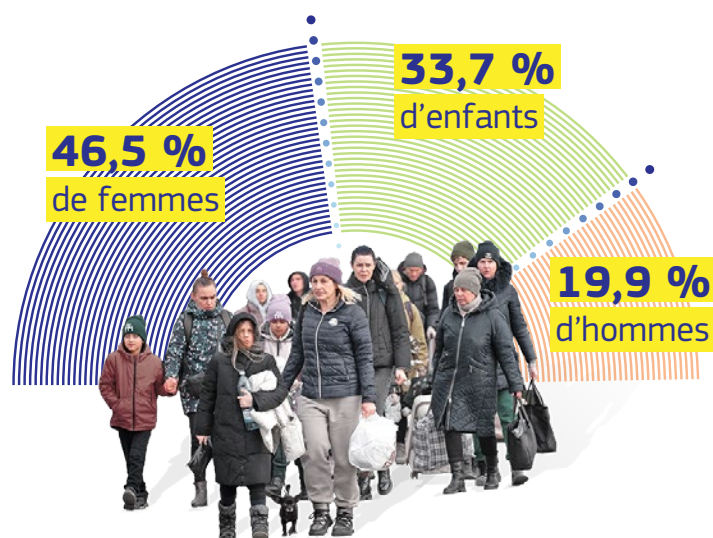


Khrystyna fait partie des nombreux **Ukrainiens** qui ont fui l'agression russe. Elle a été **accueillie dans la province néerlandaise du Limbourg**. Grâce à la **directive relative à la protection temporaire**, elle peut **désormais gagner sa vie en travaillant dans l'hôtel même où elle a séjourné à son arrivée aux Pays-Bas**.



Nous avons fourni un abri aux personnes fuyant la guerre en Ukraine en activant la directive relative à la protection temporaire. **Aujourd'hui, plus de 4 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants venant d'Ukraine, jouissent des droits fondamentaux dans l'UE**, tels que l'accès au marché du travail, aux soins médicaux et à l'enseignement pour les enfants.

Plus **4 millions de personnes** bénéficient d'une protection temporaire



Dans le cadre de la plus grande opération jamais menée au titre du **mécanisme de protection civile de l'Union**, nous avons fourni à l'Ukraine plus de 144 000 tonnes d'aide et nous avons mis en place un système d'évacuation sanitaire (Medevac), qui a **permis d'évacuer plus de 3 000 patients ukrainiens vers des hôpitaux situés dans 22 pays européens**.

Renforcer les capacités de résilience, de sécurité et de défense de l'Europe

Notre environnement stratégique a fondamentalement changé, et l'Europe doit assumer une nouvelle responsabilité. C'est pourquoi cette Commission élabore actuellement une nouvelle **stratégie industrielle de défense européenne**, qui permettra d'adopter un nouvel axe stratégique et aidera à articuler les efforts des États membres et des entreprises européennes – de la recherche à l'industrialisation et à la commercialisation de nouveaux systèmes, en passant par la montée en puissance de la production, la coordination des achats publics et la sécurité de l'approvisionnement. Parce que **la paix exige la sécurité**.

PRINCIPALES RÉALISATIONS



Avec la **directive sur la résilience des entités critiques**, qui impose aux États membres de procéder à des évaluations des risques dans leurs secteurs critiques, nous avons renforcé la sécurité physique des infrastructures et entités critiques; et avec le **schéma directeur pour les infrastructures critiques**, nous avons établi un cadre pour une réponse unifiée aux incidents majeurs affectant des infrastructures critiques communes.



La Commission a pris des mesures pour **contrer la montée de la désinformation et de la mésinformation**, en particulier en ligne. Nous avons renforcé le **code de bonnes pratiques contre la désinformation**, auquel adhèrent de grandes entreprises technologiques, des plateformes et des organisations de la société civile. Avec le **règlement sur les services numériques**, nous nous sommes dotés de moyens supplémentaires d'empêcher la propagation de fausses informations en ligne.



Nous avons intensifié la **lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme hors ligne et en ligne**. Nous avons défini des règles pour combattre les nouvelles formes de traite des êtres humains; nous avons établi une feuille de route pour la lutte contre les réseaux criminels, notamment ceux impliqués dans le trafic de drogue. Pour lutter contre le terrorisme et prévenir la radicalisation, nous avons mis en place des règles imposant aux plateformes de **supprimer les contenus à caractère terroriste en ligne en l'espace de 1 heure**.



Nous avons intensifié la **coopération transfrontière au sein des services de police et des services répressifs**. Les mandats d'Europol et d'Eurojust ont été renforcés, afin de mieux soutenir les autorités nationales.



La Commission s'est employée à créer les conditions qui ont permis d'**élargir l'espace Schengen à la Croatie, à la Roumanie et à la Bulgarie** de manière sûre et réussie et elle a parallèlement actualisé la gouvernance et les règles de l'espace Schengen. **Un cycle Schengen annuel a été lancé en 2022**, qui s'ouvre chaque année par un **rapport sur la situation dans l'espace Schengen** identifiant les risques et les lacunes en matière de sécurité.

En février 2024, les colégislateurs sont parvenus à un accord sur une mise à jour du **code frontières Schengen**. Le nouveau code établit un mécanisme pour l'instauration de restrictions temporaires de déplacement aux frontières extérieures en cas d'urgence sanitaire. Il donne également aux États membres les moyens de lutter contre l'instrumentalisation des migrants par des pays tiers ou des acteurs non étatiques.



Nous avons **renforcé notre solide partenariat avec l'OTAN**. En vertu d'une nouvelle **déclaration conjointe sur la coopération UE-OTAN**, nous intensifions notre travail commun sur les menaces hybrides, les cybermenaces, le terrorisme et les implications sécuritaires du changement climatique. Nous avons lancé la **task-force UE-OTAN sur la résilience des infrastructures critiques** afin de mieux prévenir les perturbations communes de services essentiels et de relever les défis communs en matière de sécurité des infrastructures critiques.

Avec le **Fonds européen de la défense**, l'**instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes** et l'**action de soutien à la production de munitions**, nous mobilisons l'industrie européenne de la défense pour que les moyens de garantir notre sécurité soient davantage produits sur notre sol. Les mesures à court terme prises en réponse à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine seront bientôt remplacées par le **programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense**.



Solutions communes à la pire crise énergétique depuis des décennies

Parallèlement à son assaut contre l'Ukraine, la Russie a utilisé l'énergie pour nous faire chanter, ce qui a déclenché une crise énergétique en Europe avec la crainte de subir des coupures d'électricité. Une fois de plus, notre Union et ses États membres ont fait front commun.

Grâce à **REPowerEU**, un plan novateur de la Commission, nous avons assuré la sécurité de notre approvisionnement énergétique et réduit notre dépendance à l'égard de la Russie. Nous avons diversifié nos approvisionnements en trouvant de nouveaux partenaires fiables. Nous avons **diminué notre consommation de gaz de 18 %**, grâce aux efforts considérables consentis par les citoyens et les entreprises d'Europe. Et nous avons **doublé le taux de déploiement des énergies renouvelables**.

L'année dernière, pour la première fois, nous avons produit plus d'électricité à partir d'énergie éolienne qu'à partir du gaz dans l'UE. Nous avons presque doublé la quantité d'énergie solaire produite en Europe. **Et les installations de production d'énergie solaire et d'énergie éolienne ont augmenté de près de 35 % par an.**

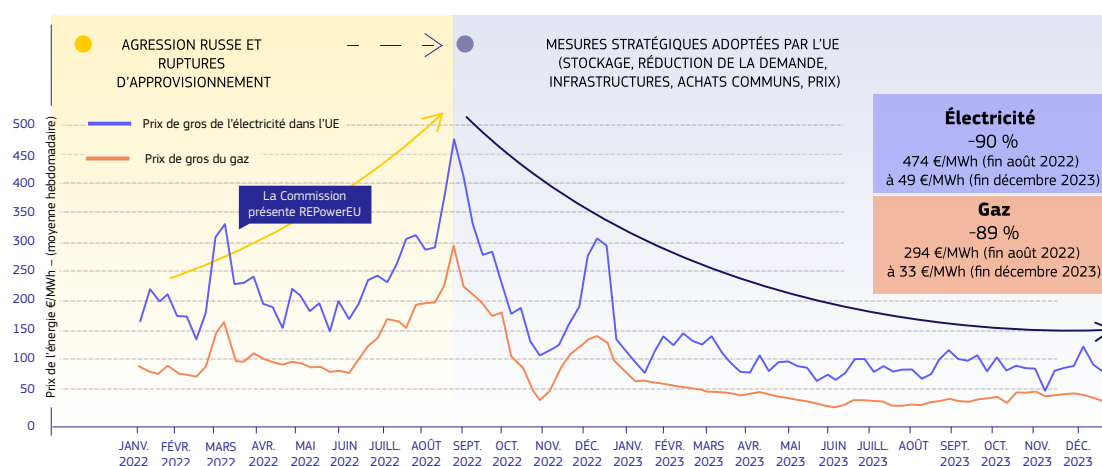
Face à la flambée des prix de l'énergie causée par le chantage de la Russie, qui a mis nos citoyens et nos entreprises dans une situation difficile, nous avons adopté une approche qui avait déjà fait ses preuves pendant la pandémie.

Nous avons mis en place la **plateforme énergétique de l'UE** pour agréger la demande de gaz et lancer des appels d'offres concurrentiels, ce qui a permis à nos entreprises d'être dans une position de négociation plus forte sur les marchés mondiaux. Et cela a fonctionné. En 2023, les acheteurs européens ont eu accès à **42 milliards de mètres cubes (Mrd m³) de gaz par l'intermédiaire de la plateforme**. Et le dernier appel d'offres conjoint lancé par l'UE en février 2024 a été trois fois sursouscrit, attirant un volume total de 97,4 Mrd m³ de la part de fournisseurs internationaux.

Grâce aux mesures combinées que nous avons prises, **les prix d'aujourd'hui sont presque dix fois inférieurs à ceux pratiqués au plus fort de la crise**. Et l'Europe a pu, une fois pour toutes, s'affranchir de sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles en provenance de Russie.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Évolution des prix du gaz et de l'électricité



Source: © Union européenne (sur la base de S&P Global Platts).

NB: les prix du gaz correspondent à la moyenne hebdomadaire des prix journaliers TTF, tandis que les prix de l'électricité correspondent à la moyenne hebdomadaire pondérée des plus grands marchés de l'UE.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

REPowerEU

Notre plan d'investissement, qui vise à mobiliser près de 300 milliards d'euros, afin de réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et d'accélérer la transition vers une énergie propre

ÉCONOMISER L'ÉNERGIE

En coordonnant la réduction de notre demande de gaz



18 %

Baisse de la demande
entre août 2022 et
décembre 2023

101 Mrd. m³ (*)
de gaz **économisés**

Capacités de stockage du gaz remplies

à **99 %** en novembre 2023
(nettement au-dessus de l'objectif de 90 % fixé pour le 1^{er} novembre 2023)

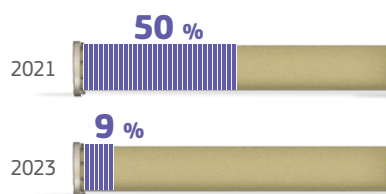
PLATEFORME ÉNERGÉTIQUE DE L'UE

Dans le cadre des quatre appels d'offres lancés par l'UE pour l'achat conjoint de gaz via la plateforme énergétique de l'UE en 2023, **113 entreprises** de toute l'UE ont soumis une demande de gaz de plus de 54 Mrd m³.

Les acheteurs européens ont reçu des offres correspondant à **42 Mrd m³ de gaz par l'intermédiaire de la plateforme en 2023.**

DIVERSIFIER NOTRE APPROVISIONNEMENT

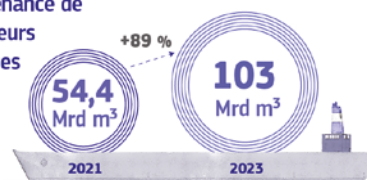
Par le recours à de nouveaux fournisseurs fiables
POURCENTAGE DES IMPORTATIONS DE GAZ RUSSE PAR GAZODUC DANS LE TOTAL DU GAZ DE L'UE



Principal fournisseur actuel de l'UE: **Norvège (30 % des importations par gazoduc en 2023)**

GNL

Importations de GNL en provenance de fournisseurs non russes



Principal fournisseur actuel de GNL de l'UE: **États-Unis (46 % des importations de GNL)**

INVESTIR DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Accélérer la transition vers une énergie plus durable et moins chère

DÉPLOIEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (2023)

ÉLECTRICITÉ PRODUITE (2023)



(*) Mrd m³ = milliards de mètres cubes

Fournir une assistance en cas de catastrophe

Tout au long de son mandat, la Commission a renforcé la capacité de l'Europe à apporter un soutien vital aux pays touchés par des catastrophes, qu'il s'agisse d'inondations, de feux de forêt, de tremblements de terre ou d'urgences médicales.

Le **mécanisme de protection civile de l'Union** a permis d'acheminer de l'aide aux quatre coins du continent et au-delà. Nos équipes étaient à pied d'œuvre pour secourir les populations et déblayer les décombres quelques heures seulement après les **tremblements de terre meurtriers qui ont ravagé l'Albanie, la Croatie et la Turquie**. Elles ont rapidement apporté une assistance sur le terrain après les **inondations dévastatrices en Belgique, en Allemagne, en Italie et en Slovaquie**.

Depuis 2019, nous avons octroyé **plus de 3 milliards d'euros au titre du Fonds de solidarité de l'UE** aux États membres et aux pays en voie d'adhésion touchés par des catastrophes naturelles et des urgences de santé publique.



Notre flotte de lutte contre les incendies a aidé à combattre les feux de forêt qui ont frappé la Grèce, le Portugal, la France et l'Albanie. Elle a également apporté de l'aide de l'autre côté de l'Atlantique: pour la toute première fois, **le Canada a appelé l'Europe à l'aide lorsqu'il a été frappé par les pires feux de forêt de son histoire récente**. Et l'Europe a répondu à son appel: des centaines de pompiers européens ont combattu les incendies violents qui ravageaient les forêts canadiennes.

Mais la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que la pandémie, ont montré que nous devons redoubler d'efforts pour faire face aux catastrophes. C'est la raison pour laquelle nous avons créé **rescEU**: une réserve commune de capacités européennes, composée d'une flotte d'avions et d'hélicoptères de lutte contre les incendies, d'avions d'évacuation médicale et de stocks d'articles médicaux. Un véritable filet de sécurité européen en cas d'urgence.

En cas de catastrophe, notre Union est désormais mieux équipée que jamais pour aider les Européens – et le reste du monde. Depuis 2020, nous avons coordonné **232 opérations du pont aérien humanitaire pour répondre à 12 crises dans le monde**, la plus récente étant la situation humanitaire catastrophique à Gaza.



**232 opérations du pont
aérien humanitaire
pour répondre à
12 crises dans le monde**

La Suède a fourni deux avions bombardiers d'eau supplémentaires à la **flotte rescEU de lutte contre les feux de forêt de l'UE**, ce qui porte à quatre le nombre total d'avions suédois prêts à effectuer des opérations d'urgence, au niveau tant national qu'international.



Le **séisme** qui a frappé **la Croatie** en 2020 a détruit le centre hospitalier universitaire de Zagreb. Grâce aux **fonds de l'UE**, la **rénovation de l'hôpital est en cours et près d'un demi-million d'habitants** de la région de Zagreb pourront y recevoir **des soins de santé** de meilleure qualité.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

La Commission von der Leyen a continué de prêter assistance au monde entier. **Au cours des 4 dernières années, le mécanisme de protection civile de l'Union a été activé plus de 400 fois.**

Lorsque les frontières ont commencé à être fermées au début de la pandémie de COVID-19, **nous avons rapatrié plus de 100 000 personnes en Europe** et ainsi permis à des Européens et à leurs familles de rentrer chez eux.



Pendant la pandémie, la Commission a coordonné et cofinancé la livraison de plus de **190 millions d'articles médicaux et de protection individuelle, y compris des respirateurs, à des pays tiers.**

Depuis le déclenchement par la Russie de sa guerre d'agression contre l'Ukraine, nous avons lancé **la plus importante opération de l'histoire du mécanisme de protection civile de l'Union, en fournissant 144 000 tonnes d'aide.**

Face aux violents feux de forêt qui ont frappé toute l'Europe, le mécanisme nous a permis de déployer des avions, des hélicoptères et des équipes de lutte contre les incendies. Lorsque des incendies ont dévasté Chypre, la Grèce, l'Italie et la Tunisie en 2023, près de **2 000 personnes, dont des pompiers, ont été envoyées sur le terrain pour faire face à l'urgence.**



Depuis 2019, nous avons constitué dans toute l'Europe des réserves médicales **rescEU**, qui contiennent des équipements essentiels tels que des respirateurs, des équipements de protection individuelle, des médicaments et des équipements chimiques, radiologiques, nucléaires et biologiques.

La Commission a également constitué des réserves mondiales d'aide – la **capacité d'intervention humanitaire européenne** – en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie et en Europe. Grâce à cette capacité, l'UE entend fournir une aide plus rapide aux zones confrontées à des crises.



L'UE reste l'un des premiers donateurs d'aide humanitaire à l'échelle mondiale. Depuis décembre 2019, le financement humanitaire octroyé par l'UE dépasse **11 milliards d'euros**. Nous avons répondu aux situations d'urgence humanitaire à travers le monde: de l'Afghanistan au Soudan et, plus récemment, à Gaza.

Garder le cap sur nos priorités

Le pacte vert pour l'Europe: une stratégie de croissance qui protège le climat

Dès le début de notre mandat, nous avons rassemblé l'Europe autour d'un objectif commun: élaborer un nouveau modèle de croissance, le **pacte vert pour l'Europe**, fondé sur une économie propre et circulaire. Nous nous sommes fixé des objectifs chiffrés pour **parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050**. En effet, on ne mène à bien que ce que l'on mesure. Ces objectifs nous ont amenés à promouvoir une transition propre qui protège les personnes et la planète tout en étant économiquement saine et socialement équitable.

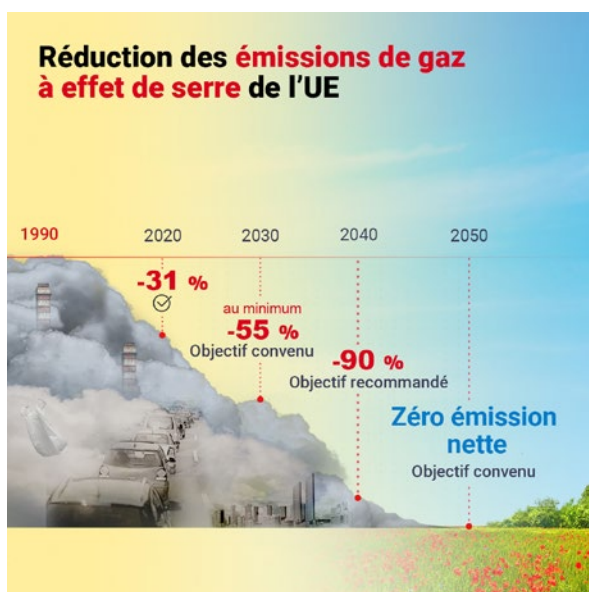


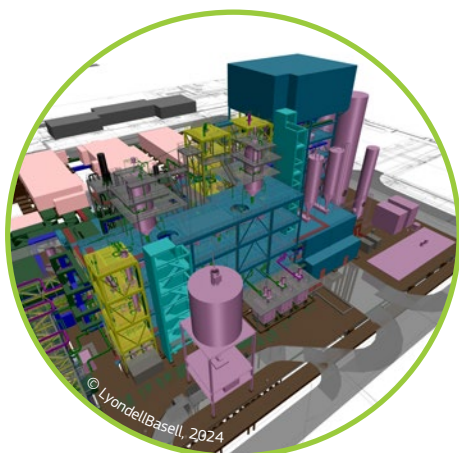
Notre vision est claire: **l'Europe devrait rester une destination privilégiée pour des investissements qui débouchent sur des emplois de qualité, stables et pérennes, avec une base industrielle solide.**

Nous avons mis en place un cadre qui, **d'ici à la fin de cette décennie**, devrait aboutir à **une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % par rapport aux niveaux de 1990**. Les investissements au niveau de l'UE ont connu une montée en puissance. **Près de 400 milliards d'euros de fonds de l'UE provenant de NextGenerationEU et de la politique de cohésion financent des projets liés au climat**. Nous avons établi un cadre solide pour la finance durable et nous sommes devenus le principal émetteur d'obligations vertes à l'échelle mondiale.

Nous avons aussi montré qu'il est possible de dissocier la croissance économique des émissions: **depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre ont chuté de 32,5 % et notre économie a connu une croissance de près de 70 %**.

De même, nous avons encouragé le développement de technologies nécessaires pour réduire les émissions. Avec le **règlement pour une industrie «zéro net»**, nous accélérerons considérablement les procédures d'autorisation pour la production de technologies propres et nous aiderons les entreprises européennes à réaliser leur transition tout en conservant leur avantage concurrentiel.





Près de Cologne (Allemagne), la société Lyondell Basell, soutenue par le **Fonds pour l'innovation de l'UE**, construit une **usine de recyclage des déchets plastiques** commercialement viable **qui fonctionnera entièrement à l'électricité**. Ce projet permettra de s'attaquer aux problèmes des déchets plastiques et de la rareté des ressources, tout en étant **neutre en carbone**.

Il faut cependant que le reste du monde intensifie lui aussi ses efforts. Pour réduire les fuites de carbone, nous avons mis en place le **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières**. Ce mécanisme contribuera à réduire les émissions quel que soit l'endroit où elles sont générées et à éviter que les objectifs climatiques ne soient compromis.

Dès le départ, nous avons promis aux Européens de nous employer à rendre la transition socialement équitable. Nous avons tenu notre promesse. Nous avons mis en place **le Fonds pour une transition juste et le Fonds social pour le climat**, afin de soutenir les personnes les plus vulnérables et celles qui seront confrontées aux plus grands défis pour s'adapter.

Notre pacte vert produit les résultats escomptés – l'Europe est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs climatiques. La décarbonation indispensable de nos industries ouvre des perspectives de croissance.

La région de **Grande-Pologne orientale**, une région d'extraction de lignite, poursuit une trajectoire ambitieuse vers la neutralité climatique. Avec le soutien du **Fonds pour une transition juste** et du **Fonds pour l'innovation de l'UE**, cette région de Pologne pourrait construire **les premiers électrolyseurs destinés à produire de l'hydrogène dans le pays**. Grâce à une politique active de reconversion des travailleurs, **personne n'est laissé pour compte sur la voie de la neutralité climatique**.



PRINCIPALES RÉALISATIONS



En 2021, l'UE a adopté sa première **loi européenne sur le climat**, qui inscrit dans le marbre l'objectif de l'Europe de **parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050**, ainsi qu'un objectif de **réduction des émissions de 55 % d'ici à 2030** par rapport à 1990. En février 2024, la Commission a recommandé la fixation d'un objectif intermédiaire supplémentaire de réduction des émissions de 90 % d'ici à 2040.



Au cours de cette législature, la Commission a proposé le **Fonds pour une transition juste**. Doté d'un budget de **19,7 milliards d'euros**, il a soutenu des régions vulnérables afin d'y diversifier l'activité économique et de faire face aux conséquences socioéconomiques de la transition vers une énergie propre.



Dans **22 États membres**, la Commission a soutenu les agriculteurs à hauteur de **330 millions d'euros** pour gérer les conséquences des phénomènes climatiques et l'augmentation des coûts des intrants. Nous avons aussi laissé aux États membres une marge de manœuvre leur permettant de compléter le soutien de l'UE à concurrence de 200 % par des fonds nationaux et de prévoir des **avances de paiement plus élevées au titre de la politique agricole commune** afin d'améliorer la trésorerie des agriculteurs.



Depuis 2019, nous avons approuvé sept grands **projets importants d'intérêt européen commun** (PIIEC) auxquels participent 22 États membres. Ces projets ambitieux concernent notamment les batteries, la microélectronique, l'hydrogène et l'informatique en nuage. **Ils bénéficieront d'aides d'État se montant à 32,9 milliards d'euros et mobiliseront au moins 50,3 milliards d'euros d'investissements privés supplémentaires.**



Afin de **mieux utiliser des ressources rares et de réduire les déchets** (2,2 milliards de tonnes chaque année dans l'UE), nous avons adopté des mesures visant à rendre les produits plus durables.



Le **nouveau Bauhaus européen** illustre l'importance que nous accordons à une utilisation plus intelligente des matériaux. Avec plus de 600 organisations partenaires officielles, s'échelonnant d'initiatives locales à des réseaux d'envergure européenne, **le Bauhaus touche à présent des millions de citoyens.**



Au cours de cette législature, la Commission a modernisé le **système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE) afin de couvrir un plus grand nombre d'activités**, incitant davantage de secteurs économiques à mettre en œuvre des réformes en vue de la transition vers une énergie propre. Le SEQE génère ainsi davantage de recettes qui seront **réinvesties dans l'innovation, l'action pour le climat et l'accompagnement social**, par exemple via **le Fonds pour l'innovation, le Fonds pour la modernisation et le Fonds social pour le climat**.



La Commission souhaite faire en sorte que **nos industries soient préparées pour l'ère de l'écologie**. Nous avons soutenu la **fabrication de batteries** dans l'UE et le développement de l'**hydrogène propre**. Nous avons par ailleurs défini des exigences visant à garantir la **disponibilité de bornes de recharge pour véhicules électriques tous les 60 km** sur le réseau transeuropéen de transport. En appliquant notre **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières**, nous avons réduit les fuites de carbone tout en assurant une réduction des émissions partout où elles sont générées, et pas une simple délocalisation de celles-ci.



Le **plan d'action «zéro pollution»** de la Commission a débouché sur des propositions visant à moderniser les **normes relatives à la qualité de l'eau, à la qualité de l'air, aux émissions industrielles et aux produits chimiques**.



Nous avons joué un rôle moteur dans l'adoption du **cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal** lors de la COP15 sur la diversité biologique, ainsi que du **traité des Nations unies sur la haute mer**.



Nous avons lancé une série de **dialogues pour une transition propre avec des secteurs industriels clés**, celui de l'hydrogène, les **industries à forte intensité énergétique et les technologies propres**. Des dialogues sur les matières premières critiques, la mobilité, les infrastructures et la foresterie auront lieu en 2024.

Bâtir le leadership numérique de l'Europe

Ces dernières années, l'Europe a réalisé plus de choses que jamais auparavant en faveur des citoyens et des entreprises dans l'espace numérique.

Au début de notre mandat, nous avons exposé clairement les objectifs à atteindre: **faire en sorte que notre société tire avantage des technologies et que l'innovation stimule notre compétitivité, tout en réduisant au minimum les risques pour les citoyens.**

C'est mission accomplie. Sur tout le territoire européen, **nous avons investi des milliards dans l'expansion de la fibre optique et de la 5G.** Nous avons connecté des régions rurales et doté des centaines de milliers de travailleurs de compétences nécessaires pour l'avenir numérique. Nous avons concrétisé une **vision de l'espace numérique centrée sur l'humain et consolidé notre avance technologique.**

En 2019, aucun des huit supercalculateurs les plus puissants n'était européen. Aujourd'hui, **l'UE héberge quatre des ordinateurs les plus puissants du monde**, installés en Finlande, en Italie, en Espagne et en Allemagne.



LUMI est l'un de nos **supercalculateurs de classe mondiale.** Son nom signifie «neige» en finnois et, comme il est installé dans le **nord de la Finlande**, son refroidissement exige moins d'énergie. LUMI utilise **100 % d'hydroélectricité** et sa chaleur résiduelle **permet de chauffer des centaines de foyers dans la région.**



Par ailleurs, l'Europe fait figure de pionnière au niveau mondial en ce qui concerne les droits des citoyens en ligne. Dans le **règlement sur les services numériques**, nous avons défini des principes de base qui s'imposent à toutes les entreprises numériques en Europe, ainsi que des droits clairs pour les utilisateurs. Nous avons défini les responsabilités particulières incombant aux grandes plateformes internet en ce qui concerne les contenus qu'elles promeuvent et diffusent, afin de contribuer par exemple à lutter contre les discours de haine et la désinformation et de protéger les mineurs. Quant au **règlement sur les marchés numériques**, il contraint les géants du numérique à respecter des règles équitables et apporte une garantie de transparence et de sécurité juridique aux entreprises de l'UE.

La Commission a suivi la même logique en ce qui concerne l'intelligence artificielle. Avec le **règlement sur l'intelligence artificielle**, qui favorise l'innovation, l'UE est le premier continent (et le seul jusqu'ici) à se doter d'une réglementation spécifique sur l'IA, axée sur les utilisations à haut risque. Plus qu'un corpus réglementaire, **le règlement sur l'IA constitue un tremplin qui permettra à nos entreprises d'être à la pointe du développement d'une IA digne de confiance.**

Nous savons que l'IA peut considérablement stimuler la productivité de nos entreprises. C'est pourquoi nous les aidons à intégrer cette technologie dans leurs processus opérationnels. Par exemple, **nous donnons aux start-up et aux PME un accès à nos supercalculateurs de classe mondiale**, afin qu'elles puissent développer, entraîner et tester de grands modèles d'IA.



Nines, une **Espagnole** qui vit à Vigo avec son mari et trois enfants, est en cours de traitement d'un cancer du sein métastatique. Elle a été choisie pour participer au **projet DIPCAN**, une étude sur le cancer financée dans le cadre de **NextGenerationEU** qui touchera 2 000 patients. DIPCAN intègre l'**intelligence artificielle** et les **données de santé des patients** afin de déterminer, pour chacun de ceux-ci, le traitement le plus approprié et le plus efficace. Nines reçoit un traitement personnalisé et ses médecins sont convaincus que les traitements plus efficaces rendus possibles par le diagnostic posé grâce au projet DIPCAN peuvent augmenter son espérance de vie. **Le message de Nines: «Plus de recherche, c'est plus de vie.»**

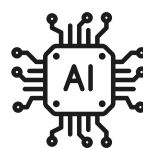
Nous avons parallèlement élaboré un cadre sûr pour **exploiter le potentiel économique des données**. Le **règlement sur les données** va nous permettre d'encourager le partage de données par ceux qui les génèrent et de renforcer la compétitivité de nos marchés de l'informatique en nuage, augmentant ainsi notre PIB de dizaines de milliards d'euros d'ici à 2028.

La décennie numérique de l'Europe porte ses fruits.

PRINCIPALES RÉALISATIONS



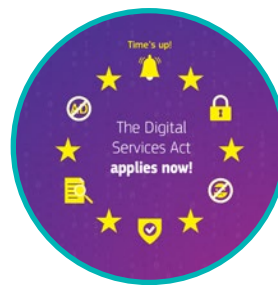
Au cours de cette législature, l'investissement de l'Europe dans le numérique a été plus important que jamais. Aujourd'hui, **8 Européens sur 10 bénéficient d'un accès au réseau 5G**. Environ 56 % de l'ensemble des foyers de l'UE sont connectés à la fibre optique.



Depuis le premier jour de son mandat, la Commission von der Leyen met tout en œuvre pour exploiter le potentiel des technologies émergentes tout en protégeant les citoyens. Avec la **législation sur l'IA**, l'UE devient la **première région au monde à veiller à ce que l'IA demeure une technologie sûre et centrée sur l'humain**. La Commission s'est fixé l'objectif ambitieux d'investir plus de 1 milliard d'euros par an dans la recherche et l'innovation dans le domaine de l'IA. **En 2022, nous avons mobilisé 3 milliards d'euros pour la recherche et le développement dans le domaine de l'IA.**



Le **règlement sur la gouvernance des données**, en vigueur depuis septembre 2023, établit des exigences visant à accroître la confiance dans les services d'intermédiation de données et à renforcer les mécanismes de partage des données.



Le **règlement sur les services numériques** fixe une **nouvelle norme pour la responsabilité des plateformes en ligne**. Ce règlement prévoit que les très grandes plateformes en ligne ou les très grands moteurs de recherche qui touchent chaque mois plus de 45 millions d'utilisateurs sont soumis à des règles plus strictes. À ce jour, **22 services ont été désignés comme de très grands moteurs de recherche ou de très grandes plateformes en ligne**.



Avec le **règlement sur les marchés numériques**, l'UE a établi une référence mondiale en matière de **régulation du pouvoir économique de certaines des plus grandes entreprises mondiales du secteur du numérique, dites «contrôleurs d'accès»**. En septembre 2023, la Commission a désigné **six contrôleurs d'accès en vertu du règlement** - Alphabet, Amazon, Apple, ByteDance, Meta et Microsoft - qui représentent un total cumulé de 22 services de plateformes essentiels.



Afin de permettre aux Européens de disposer d'une identité numérique sûre et sécurisée, la Commission a proposé un nouveau **portefeuille d'identité numérique**. À partir de la fin de 2026, le portefeuille permettra aux citoyens de l'UE de disposer d'une **identité numérique sécurisée qui protège les données à caractère personnel**.



Pour renforcer notre résilience face aux cybermenaces, la Commission a présenté la **directive SRI 2**, qui étend les règles en matière de cybersécurité à de nouveaux secteurs, tels que les fournisseurs de télécommunications, les services postaux, l'administration publique et les soins de santé.



La Commission a aussi introduit un **règlement sur la cyberrésilience** qui établit des exigences en matière de cybersécurité pour tous les produits matériels et logiciels mis sur le marché européen, des babyphones aux jeux vidéo en passant par les pare-feu et les routeurs.



Le **règlement de l'UE sur la cybersolidarité** propose des mesures destinées à améliorer la préparation des entités critiques aux incidents de cybersécurité et à renforcer les capacités de gestion des crises et de réaction.



Afin de préparer les Européens à la transition numérique, la Commission a mis en place des initiatives visant à favoriser l'augmentation du nombre de diplômés en TIC et à aider les citoyens à acquérir de nouvelles compétences numériques, notamment l'**académie des compétences en matière de cybersécurité** et la **plateforme pour les compétences et les emplois numériques**.



Dans le cadre du **programme d'action pour la décennie numérique**, la Commission continue de suivre les performances de l'Europe dans quatre domaines: les compétences numériques des citoyens; l'adoption par les entreprises de nouvelles technologies telles que l'IA, les données et l'informatique en nuage; les progrès accomplis dans l'UE en matière de connectivité et d'infrastructures de calcul et de données et la mise à disposition de services publics et administratifs en ligne. Le programme a fixé des **objectifs concrets à atteindre d'ici à 2030, notamment celui qui consiste à faire en sorte que 80 % des personnes âgées de 16 à 74 ans possèdent des compétences numériques élémentaires**.

Une approche pratique pour favoriser la compétitivité de l'industrie européenne

L'industrie européenne est au cœur de la mission qui est la nôtre, à savoir apporter la prospérité à nos citoyens. En outre, elle joue un rôle essentiel dans notre ambition de bâtir une économie propre. Pour aider notre industrie à rester compétitive à l'échelle mondiale pendant la transition, **nous avons mis au point une approche accélérée afin de soutenir des secteurs clés aussi divers que les semi-conducteurs, les technologies propres, les batteries ou l'énergie éolienne.** Cette démarche combine investissements, compétences, dispositifs réglementaires intelligents et coopération avec les partenaires.

Nous avons testé cette approche avec le **règlement européen sur les semi-conducteurs**, destiné à stimuler la fabrication de puces électroniques et à favoriser la dynamique d'expansion et d'innovation tout au long de la chaîne de valeur. Et cela a fonctionné. **Le règlement européen sur les semi-conducteurs a déjà débouché sur des prévisions d'investissements de plus de 100 milliards d'euros** tout au long de la chaîne de valeur. Et il permet de créer des emplois de qualité dans toute l'Europe, de Magdeburg à Catane, de Dublin à Dresde, de Wrocław à Grenoble.

La région de **Saxe**, située dans l'est de l'Allemagne, est devenue, à l'issue d'un processus de transition maîtrisé, l'un des principaux pôles technologiques en Europe, spécialisé dans l'électronique. Le **financement de l'UE** a joué un rôle essentiel et a permis d'attirer des investissements supplémentaires. Le projet le plus important est l'investissement de **5 milliards d'euros** dans une nouvelle installation de production de puces réalisé par la société Infineon, qui devrait créer environ 1 000 nouveaux emplois hautement qualifiés. Infineon table sur un **financement public de 1 milliard d'euros**.



Nous appliquons la même approche pour faire en sorte que, dans le secteur des technologies propres, l'avenir s'écrive en Europe. Notre **règlement pour une industrie «zéro net»** aidera l'UE à renforcer ses capacités de production intérieures. D'ici à 2030, au moins 40 % de notre demande de technologies «zéro net» devrait être couverte par des capacités de production européennes. Les projets stratégiques et les vallées, les réformes des procédures d'autorisation et les règles ciblées en matière de marchés publics et d'enchères peuvent aider l'UE à devenir **un chef de file mondial dans la transition vers une énergie propre et à créer des emplois verts et de qualité sur son territoire.**

De même, nous avons élaboré le **règlement sur les matières premières critiques** afin de garantir à nos entreprises l'accès aux matières essentielles, qui revêtent une importance capitale pour la compétitivité et la sécurité économique de l'Europe. Aujourd'hui, l'Europe s'approvisionne en Chine pour la majeure partie de ses terres rares et d'autres matières premières critiques. Des tensions géopolitiques ou des événements tels qu'une pandémie pourraient provoquer, à tout moment, de graves problèmes de production en aval en Europe. C'est pourquoi nous avons défini le nouveau principe de «réduction des risques, non découplage» envers la Chine, principe qui est désormais accepté par les États membres de l'UE et par nos partenaires du G7. Nous mettons au point de nouveaux projets en Europe, mais nous établissons aussi des partenariats stratégiques bénéfiques avec des pays tels que l'Australie, le Chili ou le Canada, afin de sécuriser l'approvisionnement en matières premières critiques et la transformation de ces dernières et de diversifier les chaînes d'approvisionnement des entreprises européennes.

Afin de nous adapter aux réalités géopolitiques, nous avons aussi élaboré notre **toute première stratégie européenne en matière de sécurité économique**, assortie de mesures concrètes visant à accroître notre résilience et à réduire les risques pour notre économie. Dans ce domaine aussi, nous avons opté une approche pragmatique: promotion des capacités européennes dans des secteurs clés, protection contre les dépendances et partenariats pour promouvoir des intérêts communs. **Cela rend notre Europe plus forte et plus sûre.**

PRINCIPALES RÉALISATIONS



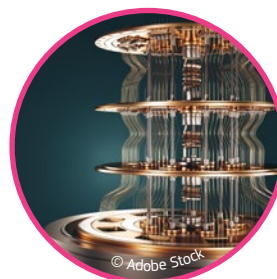
La Commission a **stimulé l'investissement, l'innovation et la créativité** dans le secteur de l'économie. Grâce à notre programme InvestEU, nous avons pour objectif de consacrer plus de **372 milliards d'euros d'investissements privés et publics à nos priorités écologiques, numériques et sociales**. À ce jour, **175 projets ont été approuvés et ont reçu le soutien d'InvestEU**.



En février 2024, les colégislateurs se sont mis d'accord sur la **réforme la plus complète des règles de gouvernance économique** depuis que s'est produite la crise financière. Ces nouvelles règles contribueront à **remettre les finances publiques sur les rails** et à **offrir assez d'espace aux investissements**.



Conformément au plan industriel du pacte vert, la Commission a adopté un **encadrement temporaire de crise et de transition des aides d'État**, qui valide près de **13 milliards d'euros** de mesures d'aide d'État pour **accélérer le financement destiné au développement des technologies propres**.



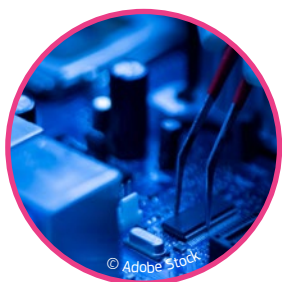
En juin 2023, la Commission et le haut représentant ont présenté la **toute première stratégie européenne en matière de sécurité économique**. Cette stratégie s'articule autour de **quatre catégories de risques**: les risques liés à la résilience des chaînes d'approvisionnement, les risques pour la sécurité des infrastructures critiques, les risques pour la sécurité technologique et les fuites de technologies, ainsi que les risques d'instrumentalisation des dépendances économiques et de la coercition économique. En octobre 2023, la Commission a recensé **quatre domaines critiques pour la sécurité économique: les technologies avancées des semi-conducteurs, les technologies de l'IA, les technologies quantiques et les biotechnologies**.



Au cours de cette législature, la Commission a introduit la **taxinomie de l'UE**, qui fournit une définition commune des activités économiques durables sur le plan environnemental. Depuis 2021 la taxinomie de l'UE a couvert environ deux tiers des émissions de gaz à effet de serre en Europe. En moyenne, **environ 20 % des dépenses en capital des grandes entreprises cotées de l'UE sont alignées sur la taxinomie.**



La Commission a également établi un cadre juridique pour une **norme relative aux obligations vertes européennes**. Les fonds levés par ce type d'obligations seront **100 % conformes aux normes environnementales élevées de la taxinomie de l'UE.**



La Commission a joué un rôle de premier plan à l'échelle mondiale en fixant des règles pour les crypto-actifs qui n'étaient pas réglementés auparavant. Le **règlement sur les marchés de crypto-actifs** soumet les crypto-actifs et leurs prestataires de services à une réglementation et à une surveillance.



Au cours de ce mandat, la Commission a introduit le **règlement relatif à la résilience opérationnelle numérique**, qui vise à renforcer la cybersécurité du secteur financier européen.



La Commission a proposé de nouvelles règles pour **les paiements instantanés en euros**. Nous avons également défini des principes pour un futur **euro numérique**, qui ont été adoptés en février 2024.



L'UE a été **l'une des premières juridictions au monde** à mettre en œuvre l'accord fiscal sans précédent présenté par l'OCDE. La Commission a présenté une directive fixant un **taux d'imposition effectif minimal de 15 % pour les entreprises multinationales actives dans l'UE**. Cette directive est en vigueur depuis janvier 2024.



La Commission a proposé des initiatives clés visant à réduire les coûts de mise en conformité fiscale, notamment **«Entreprises en Europe: cadre pour l'imposition des revenus» (BEFIT)**. Ce cadre introduira un ensemble unique de règles pour déterminer la base d'imposition des groupes d'entreprises. BEFIT permettra de réduire les coûts de conformité des entreprises qui exercent des activités dans plusieurs États membres.



La Commission von der Leyen a présenté **la réforme la plus ambitieuse et la plus complète de l'union douanière de l'UE depuis sa création en 1968**. Notre réforme **simplifiera les exigences en matière de déclaration douanière pour les opérateurs**.

Notre économie sociale de marché

La compétitivité de notre économie sociale de marché repose sur notre capital humain — sur les compétences et le bien-être de nos travailleurs. Depuis le début de notre mandat, cet aspect se trouve au cœur de notre action.

Nous avons mis en place le **pacte pour les compétences**, afin de donner aux travailleurs la formation qui leur est nécessaire pour répondre aux besoins des entreprises, et nous l'avons soutenu grâce à une enveloppe de **65 milliards d'euros d'investissements dans les compétences provenant du budget de l'UE et de NextGenerationEU**. Ces mesures sont primordiales pour nos citoyens et pour nos entreprises, à l'heure où deux tiers des PME en Europe ne parviendraient pas à trouver les talents dont elles ont besoin.

Nikola travaille depuis plus de 12 ans dans la mine de charbon de Maritsa Iztok en **Bulgarie**, l'une des plus grandes de ce type en Europe du Sud-Est. Il a décidé d'acquérir **de nouvelles compétences pour l'avenir**. Dans le cadre de **l'Année européenne des compétences**, il a rejoint le **projet RES-SKILL**, qui consiste à reconverter des travailleurs du secteur du charbon dans le **secteur des énergies renouvelables**. Grâce à ces nouvelles qualifications, il sera prêt pour travailler pour une économie moderne et propre.



Cependant, notre compétitivité repose également sur des conditions de travail qui permettent à nos travailleurs d'être stimulés par leur emploi et de se concentrer dessus. La Commission von der Leyen avait fait une promesse et l'a tenue: nous disposons aujourd'hui d'un cadre de l'UE pour **améliorer l'adéquation des salaires minimaux**. Les travailleurs devraient percevoir un salaire qui leur permet de vivre décemment où qu'ils travaillent.

À mesure que de nouveaux modes de travail émergent, nous sommes également confrontés à des difficultés, par exemple en ce qui concerne l'accès aux droits du travail et à la protection sociale. C'est la raison pour laquelle nous avons proposé des règles afin d'améliorer les conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme – comme nous nous étions engagés à le faire au début du mandat de cette Commission. En 2021, plus de 500 plateformes numériques étaient actives dans l'UE et donnaient du travail à plus de 28 millions de personnes. La plupart d'entre elles étaient des travailleurs indépendants, mais d'autres étaient en fait des travailleurs salariés.

Nous avons également fixé des règles en **matière de transparence des rémunérations**, afin de matérialiser le principe fondamental **«à travail égal, salaire égal»**, **que vous soyez une femme ou un homme**. Et nous avons mis en place une **garantie pour l'enfance**, afin que toutes les familles dans le besoin puissent avoir accès aux services de garde d'enfants et que les mères et les pères puissent travailler et avoir une famille. L'Europe a besoin de tous ses talents.

Nous sommes également parvenus à avancer sur un objectif de longue date: **avoir davantage de femmes dans les conseils d'administration des entreprises en Europe**. Avec l'adoption de la directive sur la présence des femmes dans les conseils d'administration, qui était bloquée depuis dix ans, notre Union s'est désormais fixé **comme objectif que 40 % des administrateurs non exécutifs dans les sociétés cotées soient des femmes**. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les femmes, car elle brise le plafond de verre.

Et c'est une bonne nouvelle pour notre économie, car les entreprises qui défendent la diversité sont plus performantes.



Au cours de ce mandat, la Commission a également présenté de nouvelles initiatives contre le racisme et l'antisémitisme, mais aussi en faveur des personnes LGBTIQ, des personnes handicapées et des Roms. Nous avons œuvré en faveur d'une Union meilleure, dans laquelle les Européens de toute couleur, confession, âge, sexe ou orientation sexuelle peuvent prospérer.



Un objectif de
40 %
de **femmes** parmi les administrateurs
non exécutifs
dans les sociétés cotées

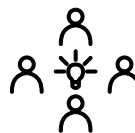
PRINCIPALES RÉALISATIONS



La Commission a présenté un plan d'action visant à donner corps au **socle européen des droits sociaux**. Ce plan fixe des objectifs précis que l'UE doit atteindre d'ici à 2030: atteindre **un taux d'emploi de 78 %**, **garantir une formation annuelle à au moins 60 % des adultes** et **réduire le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale d'au moins 15 millions**.



À la fin du mois de janvier 2024, la présidente von der Leyen a coorganisé le **sommet des partenaires sociaux de Val Duchesse**, qui réunissait les institutions de l'UE et les partenaires sociaux dans le but de renforcer le dialogue social.



Afin de garantir la prospérité et le bien-être futurs dans l'UE, il est indispensable de relever les défis liés à la transition démographique. La Commission a donc présenté sa **boîte à outils «démographie»**. Cette boîte à outils repose sur quatre piliers: i) soutenir les parents pour une meilleure conciliation entre aspirations familiales et travail rémunéré, ii) soutenir les jeunes générations et leur donner les moyens de s'épanouir, iii) donner aux générations plus âgées les moyens d'agir et préserver leur prospérité, et iv) remédier aux pénuries de main-d'œuvre grâce à une migration légale gérée, s'il y a lieu.

Objectifs sociaux de l'UE à l'horizon 2030

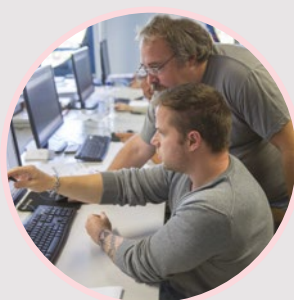


Au moins
78 %

de la population âgée de 20 à 64 ans devrait **avoir un emploi** d'ici à 2030

2021

2030



Au moins
60 %

des adultes devraient **participer à des activités de formation** chaque année d'ici à 2030

2021

2030



Il faudrait réduire d'au moins

15 millions

le nombre de personnes **exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale** d'ici à 2030

Une économie au service des personnes

SITUATION ÉCONOMIQUE

L'économie de l'UE continue de faire preuve d'une résilience remarquable face à la succession des chocs économiques qu'elle a traversés ces dernières années.

Fort rebond économique

Sur la période 2021-2023 (*), l'économie de l'UE a connu un rebond de **10 %** par rapport au niveau de 2020.

Expansion

L'expansion a été soutenue par un **marché du travail solide**, avec des taux de chômage historiquement bas et un emploi en hausse.

Chômage

Taux de chômage total dans l'UE, données corrigées des variations saisonnières



Source: Eurostat.

(*) Ce chiffre inclut les données préliminaires pour 2023.

NEXTGENERATIONEU

Au-delà de la solution qu'il a constituée pour permettre à l'UE de faire face aux défis posés par la pandémie de COVID-19, **l'instrument de relance NextGenerationEU représente une occasion historique de bâtir une économie au service de tous les citoyens et de toutes les entreprises de l'UE.**

Investissement

Un investissement européen commun de **plus de 800 milliards d'euros** afin de rendre l'Europe plus saine, plus verte et plus numérique.

Facilité pour la reprise et la résilience

385 milliards d'euros

sous la forme de prêts



338 milliards d'euros

sous la forme de subventions pour investir dans des réformes et des projets

Décaissements

Au total, près de **225 milliards d'euros** ont déjà été décaissés, dont **67 milliards d'euros** de préfinancements.

PIB

Les investissements financés par le seul instrument NextGenerationEU pourraient entraîner une hausse du PIB de l'UE d'environ **1,4 %** en 2026 (**).

(**) Ce chiffre ne tient pas compte de l'impact important que les réformes prévues dans les plans pour la reprise et la résilience auront sur la croissance.

INVESTIR DANS LES COMPÉTENCES

Année européenne des compétences

Avec la stratégie européenne en matière de compétences, l'UE investit massivement dans l'**apprentissage tout au long de la vie**, afin d'adapter les compétences des citoyens au marché du travail en évolution constante.

Plus de **2 000 événements** et réunions plaçant les compétences au centre de l'attention ont été organisés pendant l'Année européenne des compétences.

Fonds

L'UE investit environ **65 milliards d'euros** dans des programmes de développement des compétences, principalement au titre de la facilité pour la reprise et la résilience et du Fonds social européen plus.

Pacte pour les compétences

En 2022, **2 millions** de personnes ont bénéficié d'activités de perfectionnement et de reconversion professionnels grâce au pacte pour les compétences.

15 500 programmes de formation ont été conçus ou mis à jour grâce à ce pacte en 2022.

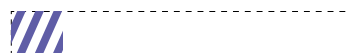


MARCHÉ UNIQUE

Pendant trois décennies, nous avons façonné un marché unique puissant, **le plus vaste marché au monde**, doté d'une forte dimension sociale.

PIB

Il représente



15 % du PIB mondial

Selon les estimations, le PIB de l'UE a connu une hausse supplémentaire de **9 %** depuis la création du marché unique il y a trente ans.

Taille

Il compte

440 millions de citoyens

23 millions d'entreprises





Afin d'aider la prochaine génération d'Européens à prospérer, la Commission a présenté une recommandation établissant une **garantie européenne pour l'enfance**, qui garantit à chaque enfant exposé au risque de pauvreté l'accès aux droits les plus fondamentaux et aide les parents à ne pas devoir faire un choix entre travailler et avoir une famille.

Grâce au **financement de l'UE**, une **structure de garde d'enfants** située dans la zone industrielle chypriote d'Agios Athanasios permet aux jeunes parents, en particulier aux femmes, de **travailler et de pourvoir aux besoins de leur famille**, en garantissant une **prise en charge de leurs enfants** à proximité immédiate de leur lieu de travail.



La Commission actuelle a également lancé le **programme «Soutenir l'emploi des jeunes»**, qui vise à **jeter un pont vers l'emploi pour la prochaine génération**. La **garantie renforcée pour la jeunesse** est au cœur de cette initiative. La garantie pour la jeunesse vise à faire en sorte que **les jeunes de moins de 30 ans se voient proposer un emploi, une formation continue, un stage ou un apprentissage** dans les 4 mois qui suivent la perte de leur emploi ou leur sortie de l'enseignement.

Depuis novembre 2022, nos nouvelles règles imposent de **rendre les salaires minimaux plus adéquats dans les pays où il existe des salaires minimaux légaux**, en établissant des critères clairs pour la fixation et l'adaptation des salaires. Elles **promouvent** également **un recours accru à la négociation collective** et un meilleur contrôle d'application.

La Commission a également introduit des règles novatrices en matière de **transparence salariale**, qui contribueront à **combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes**. Ces règles contribueront à faire respecter **le principe de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes** et **amélioreront l'accès à la justice pour les victimes de discrimination salariale**.



Au cours de ce mandat, les colégislateurs se sont également mis d'accord sur de nouvelles règles qui **érigeront en infractions pénales la violence physique ainsi que la violence psychologique, économique et sexuelle à l'égard des femmes dans l'ensemble de l'UE**.

Dans le but d'améliorer la santé et la sécurité au travail, la Commission a proposé un **cadre stratégique de l'Union européenne en matière de santé et de sécurité au travail pour la période 2021-2027**.

Nous avons présenté plusieurs propositions visant à mieux protéger les travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des substances dangereuses, notamment l'amiante, le plomb, les diisocyanates et d'autres **agents cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques**.

Au cours de la période 2021-2023, à **Košice**, après avoir été confrontées au sans-abrisme chronique, **37 familles ont retrouvé un logement** grâce au **plan de lutte contre le sans-abrisme déployé par cette ville et la Slovaquie**. Avec le **soutien du Fonds social européen**, les ONG locales menées par la fondation DEDO ont aidé les familles à trouver un logement et à le conserver.



La Commission actuelle a également proposé **une nouvelle approche globale de la santé mentale**. Cette approche cible les personnes les plus vulnérables, comme les enfants, les jeunes et les personnes âgées, et prévoit **20 initiatives phares et 1,23 milliard d'euros de financement** dans des domaines tels que l'éducation et la sensibilisation.

La Commission a jeté les bases d'une **Union de l'égalité**. Outre une stratégie en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, nous avons mis en place le tout premier **plan d'action contre le racisme** et la toute première **stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive**. La Commission actuelle a également adopté la toute première **stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ**. En octobre 2020, nous avons finalisé un cadre de soutien aux **Roms** dans l'UE.



En mars 2021, nous avons adopté la **stratégie en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030**. Les colégislateurs se sont déjà mis d'accord sur la proposition de la Commission relative à une **carte européenne du handicap** et à une **carte européenne de stationnement pour personnes handicapées**.

Lutter contre la migration irrégulière

L'Europe est un continent dont l'histoire a été façonnée par de nombreux peuples. Nous respecterons toujours notre obligation d'offrir la sécurité aux personnes qui demandent une protection internationale et nous sommes fiers de proposer des voies de migration légales qui procureront également des avantages aux sociétés et aux économies de l'UE. Toutefois, lors des crises passées, quand un nombre sans précédent de réfugiés et de migrants en situation irrégulière est entré dans l'UE, il est apparu clairement que l'Europe ne disposait pas des outils dont elle avait besoin pour faire face aux tensions migratoires.

Au début du mandat de cette Commission, nous nous sommes donc engagés à mettre en place un **système commun permettant de mieux gérer les migrations dans l'UE**. C'est pourquoi nous avons proposé un nouveau **pacte sur la migration et l'asile**.



À l'issue de négociations politiques et juridiques complexes, les États membres et le Parlement européen sont parvenus à un accord sur cet ensemble complet de règles, **donnant ainsi un nouveau départ à l'Europe** après des décennies de blocage et de stagnation.

Grâce à ces nouvelles règles, nous **contrôlerons mieux nos frontières extérieures**. Nous **rendons les procédures d'asile et de retour et les procédures aux frontières plus rapides et plus efficaces**, au moyen de délais plus stricts et de règles plus sévères limitant les demandes abusives ou les demandes ultérieures, tout en offrant aux personnes concernées les garanties nécessaires. Les décisions de retour visant des personnes qui n'ont pas le droit de séjourner dans l'UE seront prises sans délai.

La Grèce est pionnière dans un **projet d'intégration**, financé par **NextGenerationEU**, grâce auquel **des réfugiés et des migrants**, y compris handicapés, sont **formés à la protection contre les incendies et les tremblements de terre**. Le projet réunit des résidents locaux et des migrants pour affronter des défis communs.

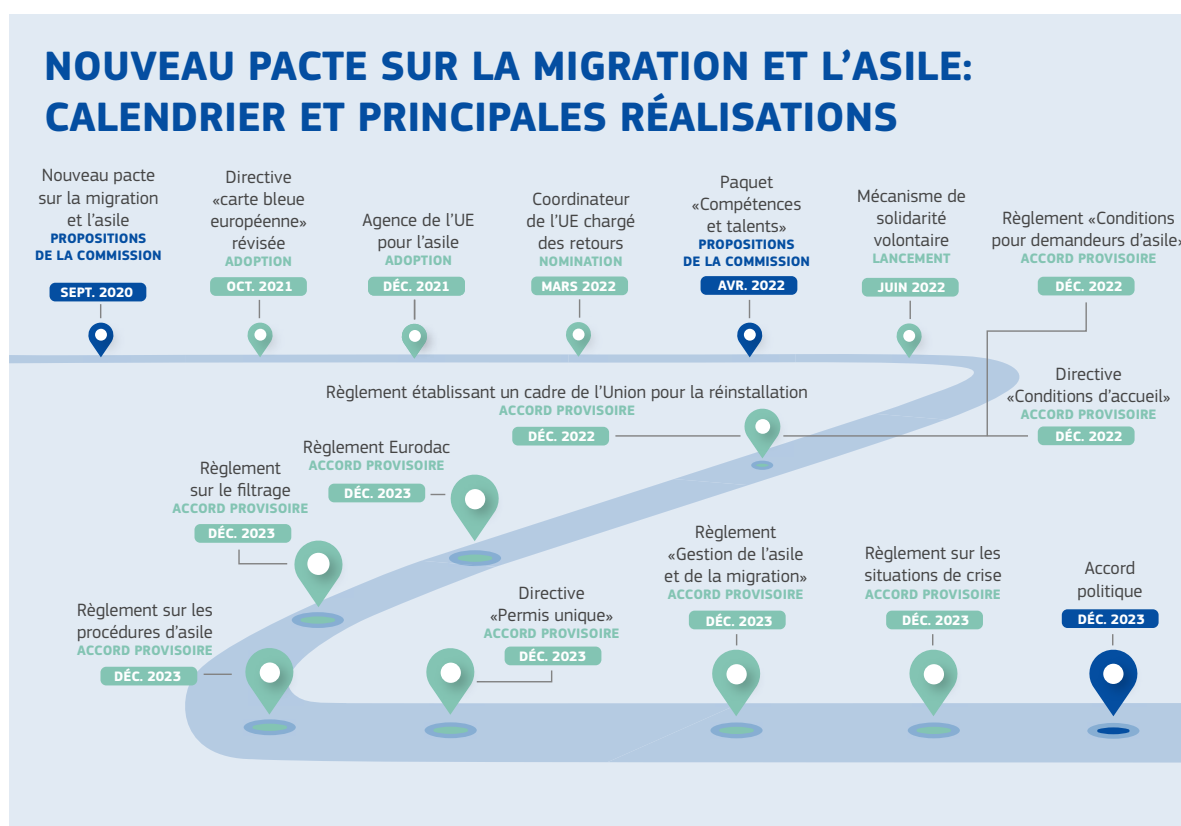


Et nous disposons à présent de règles plus claires en matière de responsabilité des États membres, grâce à des **mesures améliorées limitant les mouvements secondaires au sein de l'UE**.

Les États membres se soutiendront mutuellement au moyen d'un mécanisme de solidarité souple, mais permanent. Chacun pourra choisir le type de solidarité qu'il souhaite offrir. Notre Union est désormais mieux équipée pour gérer les migrations.

Parallèlement à l'élaboration d'une législation plus efficace, la Commission a, tout au long du mandat actuel, aidé les États membres à relever **des défis immédiats** — allant de l'augmentation des arrivées en Méditerranée à l'instrumentalisation de la migration par la Biélorussie — avec le soutien opérationnel et l'aide des agences de l'UE. Et nous avons noué **des partenariats avec des pays tiers** pour lutter contre le trafic de migrants et augmenter le nombre de retours.

Le partenariat global que nous avons signé avec la **Tunisie**, par exemple, offre aux parties des avantages mutuels dépassant le cadre de la migration et touchant les domaines de l'énergie, de l'éducation et des compétences, ainsi que de la sécurité. Ce partenariat servira de modèle pour d'autres accords à conclure avec les pays partenaires, en vue de promouvoir la coopération et d'améliorer la gestion des migrations.



PRINCIPALES RÉALISATIONS



Avec le **nouveau pacte sur la migration et l'asile**, la Commission a créé un dispositif robuste qui jette les bases d'une solution durable à long terme, fondée sur **la mise en place d'un système commun de gestion de la migration dans l'UE**. Les nouvelles règles garantiront une **gestion rigoureuse et juste de la migration et de l'asile**.



Un élément clé du pacte est le partage équitable des **responsabilités** et de la **solidarité**.



De nouvelles règles préciseront les **critères d'octroi d'une protection internationale ainsi que les droits et obligations des réfugiés, et introduiront des dispositions plus strictes pour sanctionner les mouvements non autorisés au sein de l'UE.**



Les **mineurs non accompagnés** bénéficieront d'une assistance immédiate et les États membres veilleront à ce que les demandeurs d'asile dont les demandes sont fondées aient le **droit de travailler.**

Pour préserver notre compétitivité, La Commission européenne a proposé des mesures visant à **attirer les compétences et les talents** dont nos économies et nos sociétés ont besoin.



La **directive «carte bleue»** permet aux travailleurs hautement qualifiés originaires de pays tiers de bénéficier de procédures d'admission accélérées pour pouvoir venir dans l'UE et contribuer à sa compétitivité économique.

La nouvelle **directive «permis unique»** prévoit un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers, portant sur les conditions de travail, la sécurité sociale, la reconnaissance des qualifications et les avantages fiscaux.



La Commission a continué de nouer des **partenariats innovants destinés à attirer les talents** avec des pays partenaires clés, dont le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, le Bangladesh et le Pakistan. Ils permettront à des citoyens de ces pays de venir travailler, étudier et se former dans l'UE, et d'acquérir ainsi de nouvelles compétences qui pourront profiter ultérieurement à leur pays d'origine.



Au cours de ce mandat, la Commission a présenté **quatre plans d'action** pour les principales routes migratoires, à savoir: la **Méditerranée centrale, les Balkans occidentaux, la Méditerranée occidentale et l'Atlantique, et la Méditerranée orientale.** Lorsque l'Italie a dû faire face à une flambée des arrivées irrégulières à l'été 2023, la présidente **von der Leyen** a lancé le **plan en 10 points pour Lampedusa.**



Ces plans d'action ont produit des résultats. Par exemple, dans les Balkans occidentaux, les arrivées ont **diminué de 31 % en 2023 par rapport à 2022.**



La Commission a également apporté un **soutien financier aux États membres**. Environ 6 milliards d'euros provenant du Fonds «Asile, migration et intégration» (2019-2023) ont été décaissés pour aider les États membres à gérer les migrations; 3 milliards d'euros provenant du Fonds pour la sécurité intérieure — Frontières et visas (2019-2020) ont été alloués à la gestion des frontières; et 1 milliard d'euros provenant du Fonds pour la sécurité intérieure — Police (2019-2020) a été consacré au renforcement de la sécurité.



La Commission a lancé un appel à l'action en faveur d'une **alliance mondiale pour lutter contre le trafic de migrants** lors d'une conférence internationale à Bruxelles, à laquelle se sont joints des pays du monde entier. Parallèlement, nous avons également proposé une **nouvelle législation visant à prévenir et à combattre le trafic de migrants**, qui actualise un cadre législatif vieux de 20 ans et instaure des règles minimales visant à prévenir et à combattre l'aide à l'entrée, au transit et au séjour non autorisés dans l'UE.

Renforcement de la démocratie et de l'état de droit

Au début de son mandat, la Commission von der Leyen s'est engagée à **faire de l'état de droit une priorité et à donner un nouvel élan à la démocratie européenne**. De nombreux événements survenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre Union l'ont démontré: **notre démocratie ne doit pas être tenue pour acquise**. Chaque jour, nous devons reprendre le combat pour la défendre. La Commission actuelle a élaboré une législation visant à défendre et à renforcer la démocratie, à lutter contre l'ingérence étrangère et la désinformation, et à protéger la liberté et le pluralisme des médias ainsi que la sécurité des journalistes.

Nous avons pris des mesures sans précédent pour faire respecter l'état de droit dans tous les États membres. Nous avons mis en place un **rapport annuel sur l'état de droit**, qui adresse des recommandations spécifiques à chaque État membre, afin de prévenir les violations de l'état de droit et de renforcer celui-ci. Quand le dialogue se révélait insuffisant, nous avons utilisé tous les outils à notre disposition, y compris **la procédure d'infraction et le mécanisme de conditionnalité budgétaire**. Ce mécanisme permet de suspendre des paiements provenant du budget de l'UE lorsque l'état de droit n'est pas respecté dans un État membre. À la demande de la Commission, ce dispositif a été activé pour **la Hongrie**.



Nous avons réagi fermement aux menaces sur l'état de droit, afin de protéger notre démocratie européenne et nos sociétés libres et ouvertes.

PRINCIPALES RÉALISATIONS



En adoptant le **plan d'action pour la démocratie européenne**, la Commission a pris des mesures concrètes pour promouvoir des élections libres et régulières, renforcer la liberté des médias et lutter contre la désinformation.

La Commission a défini de nouvelles règles législatives en matière de **publicité à caractère politique**, de droits électoraux et de financement des partis. Lorsque ces règles seront entrées en vigueur, **toute publicité à caractère politique devra être signalée comme telle et mentionner clairement qui la finance**.



Avec la **législation européenne sur la liberté des médias**, la Commission a établi pour la toute première fois un ensemble de garanties communes pour protéger la liberté et le pluralisme des médias en Europe, et notamment pour préserver l'indépendance éditoriale et le fonctionnement indépendant des médias de service public.



Les procédures d'infraction constituent un outil essentiel de protection de l'état de droit et, avec son **nouveau mécanisme de conditionnalité**, l'UE a désormais le pouvoir de **suspendre le versement de fonds européens en cas de violation des principes de l'état de droit**.

Afin de prévenir efficacement le risque de **corruption**, la Commission a adopté, en mai 2023, un train de **mesures de lutte contre la corruption**, qui érige les faits de corruption en infractions pénales et harmonise les sanctions dans l'ensemble de l'UE. Et nous donnons à présent un suivi de l'évolution de la situation en matière de lutte contre la corruption dans le rapport annuel sur l'état de droit.

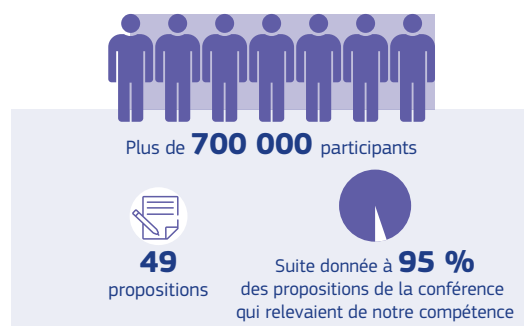


Pour la première fois, la Commission a instauré des garanties communes **protégeant la liberté et le pluralisme des médias en Europe** et adopté une proposition législative visant à **protéger tant les journalistes que les défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires manifestement infondées ou abusives («poursuites stratégiques altérant le débat public»)**.

La Commission a proposé la création d'un **organisme chargé des questions d'éthique couvrant toutes les institutions de l'UE**, qui fixera des normes d'éthique valables pour toutes et assurera une coordination régulière entre elles.



Nous avons mis fin au mécanisme de coopération et de vérification qui avait été institué à titre de mesure transitoire, à l'adhésion de **la Bulgarie et de la Roumanie**, pour faciliter leurs progrès en matière de réforme du système judiciaire et de lutte contre la corruption. Au vu des progrès remarquables accomplis par ces deux États membres, il n'était que juste d'y mettre un terme.



Afin de renforcer l'engagement des citoyens, la Commission a joué un rôle de premier plan dans la **conférence sur l'avenir de l'Europe**. Plus de cinq millions d'utilisateurs uniques ont visité la plateforme numérique de la conférence. Et plus de 700 000 participants ont assisté aux événements organisés dans toute l'Union.

En conclusion de la conférence, le 9 mai 2022, les participants ont présenté un rapport contenant **49 propositions** sur des sujets aussi variés que la sécurité, la transformation numérique, l'éducation, la culture, la jeunesse, le sport, etc.

La Commission a donné suite à près de 95 % des propositions formulées par la conférence sur l'avenir de l'Europe qui relèvent de sa compétence. Les programmes de travail de la Commission pour 2023 et 2024 ont été guidés par les résultats de la conférence.



La Commission a également fait du **portail «Donnez votre avis»** un point d'accès unique à tous nos outils de mobilisation des citoyens.

Nous avons réalisé d'importantes avancées sur des dossiers législatifs clés et **formulé plus de 840 propositions**. Grâce à une coopération efficace avec le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne, **près de 75 % de l'ensemble des propositions législatives gérées par cette Commission ont été approuvées**.



Une Europe plus forte et plus audacieuse sur la scène internationale

Ces dernières années, la Commission von der Leyen a démontré à de nombreuses reprises qu'on peut relever d'immenses défis lorsqu'on **travaille main dans la main avec ses amis et partenaires**. La capacité de l'UE à former de puissantes alliances dans le monde entier a contribué à renforcer le rôle de l'Europe sur la scène internationale.

C'est en Afrique que l'actuel collège des commissaires a effectué son premier déplacement. Par son travail, la Commission von der Leyen a porté les **relations avec les États-Unis à un nouveau niveau**, avec une coopération étroite dans le soutien à l'Ukraine, ainsi que dans les domaines de l'énergie, de l'action pour le climat, du commerce et des technologies.

La Commission a également contribué à la redéfinition des relations post-Brexit avec le **Royaume-Uni**. Nous avons négocié le **cadre de Windsor**, qui a réinscrit sur une trajectoire positive l'une des relations les plus importantes en Europe.

Et avec **Global Gateway**, le plus grand programme d'investissement mondial jamais mis en œuvre par l'Europe, nous avons développé une nouvelle génération de partenariats. D'une valeur de **300 milliards d'euros**, Global Gateway est notre offre pour des projets d'investissement et d'infrastructure de qualité qui **respectent des normes environnementales et sociales élevées et créent des emplois et de la croissance au niveau local**.

La finalité de Global Gateway est de développer des **partenariats gagnant-gagnant**, qui tiennent compte aussi bien des intérêts de nos partenaires que de ceux de l'UE, dans une perspective géopolitique.

Et les résultats sont déjà là. **Plus de 200 projets phares ont été sélectionnés** pour 66 milliards d'euros d'investissement, depuis des partenariats stratégiques sur les matières premières avec la Namibie, le Chili et l'Argentine jusqu'à une collaboration sur l'hydrogène renouvelable avec le Maroc et l'Égypte, ou à un système de câbles numériques sous-marins, appelé Medusa, qui relie l'UE aux pays d'Afrique du Nord. De nombreux autres sont encore à venir.

Global Gateway soutient l'ambitieux **projet de corridor de Lobito**. Ce corridor reliera la partie nord-ouest de la Zambie et la partie méridionale de la République démocratique du Congo (RDC) au port de Lobito en Angola. Il **renforcera l'accès de la RDC et de la Zambie aux marchés commerciaux mondiaux** en facilitant la circulation des marchandises et la mobilité des citoyens.



Le plus grand programme d'investissement mondial jamais mis en œuvre par l'Europe



D'une valeur de
300
milliards d'euros



Plus de
200
projets phares
ont été sélectionnés



Mise en œuvre dans le cadre d'une approche «Équipe Europe» – au sein de laquelle les institutions et États membres de l'UE travaillent ensemble –, la stratégie Global Gateway n'a pas seulement pour effet de soutenir la transition vers une énergie propre et la transition numérique dans le monde entier, mais aussi d'accroître l'influence de l'UE sur la scène mondiale.

L'Europe consolide sa réputation de partenaire fiable sur le long terme, travaillant dans l'intérêt mutuel des parties en présence.

GLOBAL GATEWAY: 5 PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT



NUMÉRIQUE

L'UE soutient un internet ouvert et sûr



CLIMAT ET ÉNERGIE

L'UE soutient les investissements et des règles ouvrant la voie à la transition vers une énergie propre



TRANSPORTS

L'UE soutient tous les modes de transport écologiques, intelligents et sûrs



SANTÉ

L'UE contribue à renforcer les chaînes d'approvisionnement et la production locale de vaccins



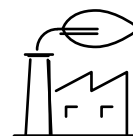
ÉDUCATION ET RECHERCHE

L'UE investit dans une éducation de qualité, en accordant une attention particulière aux filles et aux femmes ainsi qu'aux groupes vulnérables

PRINCIPALES RÉALISATIONS



La Commission von der Leyen a consolidé son rôle de **leader mondial de l'action pour le climat** par le **pacte vert pour l'Europe** et par son travail intensif visant à amener nos partenaires du monde entier à respecter les **engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris**.



Nous avons conclu des **alliances et partenariats verts** avec des partenaires proches comme le Canada, le Japon, le Maroc, la Norvège et la République de Corée; nous avons aussi lancé des **partenariats pour une transition énergétique juste** avec l'Afrique du Sud, le Sénégal, l'Indonésie et le Viêt Nam, afin de soutenir ces pays dans leur transition vers une énergie propre.



La Commission von der Leyen a poussé pour que **notre famille européenne se complète**. En décembre 2023, le Conseil européen a donné son feu vert à l'ouverture des négociations d'adhésion avec **l'Ukraine** et **la Moldavie**. En 2022, nous avons entamé les négociations d'adhésion avec **l'Albanie** et **la Macédoine du Nord**, tandis que **la Bosnie-Herzégovine** et **la Géorgie** ont reçu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE.



En outre, avec un financement de 6 milliards d'euros, le **plan de croissance pour les Balkans occidentaux** proposé par la Commission apportera certains des **avantages associés à la qualité d'État membre avant même l'adhésion et stimulera la croissance économique** des Balkans occidentaux.

La Commission a **remis les relations entre l'UE et les États-Unis sur les rails**, après une période marquée par des dissensions. En 2021, nous avons lancé le **Conseil du commerce et des technologies UE/États-Unis (CCT)**, qui est devenu un forum privilégié pour les échanges bilatéraux. Nous avons fait progresser le **Conseil de l'énergie UE/États-Unis et le dialogue UE/États-Unis sur l'énergie**, et nous avons créé une nouvelle task-force sur la sécurité énergétique. Nous avons aussi étroitement coordonné notre **engagement commun à soutenir l'Ukraine** dans sa guerre contre l'agression russe.



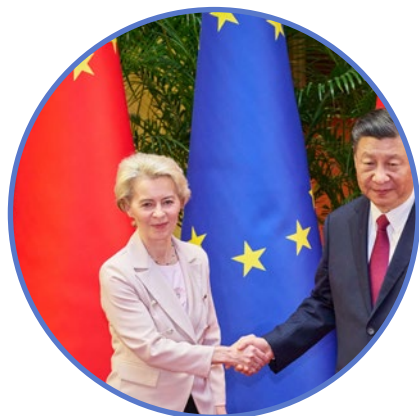


Au lendemain des **attentats terroristes atroces perpétrés par le Hamas contre Israël**, nous avons condamné le Hamas avec la plus grande fermeté. Nous soutenons le droit d'Israël à se défendre, tout en réaffirmant qu'il devait ce faisant respecter le droit international et le droit international humanitaire, **en garantissant la protection des populations civiles**.

Alors que le conflit s'intensifiait, nous nous sommes rapidement mobilisés pour apporter une aide humanitaire à la population palestinienne de Gaza. En octobre 2023, **nous avons quadruplé l'aide d'urgence aux Palestiniens, notamment grâce à un pont aérien humanitaire spécifique**.

Plus de **40 vols** nous ont permis, depuis lors, de livrer plus de **1 700 tonnes** d'articles de première nécessité, notamment des fournitures médicales, des abris, des denrées alimentaires, du matériel logistique et des autobus.

Nous restons pleinement déterminés à collaborer avec nos partenaires régionaux et internationaux pour empêcher l'escalade du conflit et parvenir à sa résolution durable, sur le fondement d'une solution à deux États.



Le commerce est resté solide grâce à un nombre record d'accords commerciaux (42 accords préférentiels avec 74 pays). Durant ce mandat, la Commission a **mené à leur terme cinq cycles de négociations commerciales modernes**: trois accords de libre-échange de nouvelle génération, qui reflètent notre stratégie en matière de commerce et de développement durable, notamment en promouvant des normes élevées dans les domaines de la protection de l'environnement et des droits sociaux, ont été conclus avec **la Nouvelle-Zélande, le Chili et le Kenya**; nous avons aussi conclu notre tout premier accord d'investissement durable avec l'**Angola** et un accord sur les flux de données avec le **Japon**.

La Commission a élaboré une **nouvelle stratégie en matière de relations avec la Chine**, axée sur la **réduction des risques** plutôt que sur le découplage. Nous avons gardé les canaux de communication ouverts et travaillé avec la Chine à relever des défis communs tels que le changement climatique. Nous n'avons cessé de dénoncer la détérioration de la **situation des droits de l'homme**. Et nous avons mis en place des mesures pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité, que ce soit en ce qui concerne la 5G, les investissements directs étrangers ou les contrôles des exportations, et pour lutter contre les distorsions économiques et décourager la coercition économique.

Travailler ensemble en tant qu'Union

Chaque jour depuis le début de son mandat, cette Commission s'emploie à rendre l'Europe plus unie et plus forte. Sur notre sol, nous avons surmonté ensemble des crises sans précédent.

Sur la scène mondiale, notre approche «Équipe Europe» a permis à l'UE de se montrer plus stratégique, plus assertive et plus unie.

Durant ce mandat, nous avons assisté à la naissance d'une véritable Union géopolitique, soutenant l'Ukraine, s'opposant à l'agression russe, promouvant un ordre fondé sur des règles et investissant dans des partenariats.

Nous avons promis d'être audacieux et ambitieux. Nous avons gardé le cap et obtenu des résultats.







Office des publications
de l'Union européenne

Print
PDF

ISBN 978-92-68-12916-6
ISBN 978-92-68-12899-2

doi:10.2775/445091
doi:10.2775/21764

NA-05-24-113-FR-C
NA-05-24-113-FR-N